

**Communiqué de presse,
Paris le 08 juillet 2025**

Le secteur de la formation professionnelle : sacrifié, maltraité, menacé

Le Synofdes, **le syndicat national des organismes de formation**, tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Le secteur de la formation professionnelle traverse une crise profonde, alimentée par des décisions brutales, des pratiques d'achat indignes, des politiques publiques incohérentes, et un désengagement financier progressif des principaux donneurs d'ordre.

Alors que la formation professionnelle est un levier stratégique pour l'élévation des compétences de l'ensemble des actifs – salariés, demandeurs d'emploi, jeunes, bénéficiaires du RSA – qu'elle est au service de tous les secteurs économiques et de l'ensemble des branches professionnelles, elle est aujourd'hui déstabilisée dans son rôle par une accumulation de pratiques qui relèvent de la maltraitance institutionnelle et qui ont des effets délétères sur les entreprises, leurs équipes et les bénéficiaires de leur action.

Une déflation des prix insoutenable

Les marchés publics se gagnent aujourd'hui sur des prix intenable et indignes, avec des baisses de 15 % en moyenne par rapport à 2022. Des appels d'offres sont attribués à des opérateurs sans ancrage local, ni infrastructures, ni équipes en place, mais proposant des tarifs anormalement bas. Cette spirale du moins-disant, que nous n'avons de cesse de dénoncer, remet en cause la qualité des prestations et met en danger l'économie de structures historiquement implantées sur les territoires. L'appareil de formation est en péril.

Des pratiques d'achat irresponsables

Les marchés sont désormais triennaux à bons de commande sans minima, ce qui permet aux acheteurs publics de commander... ou non. Cette insécurité juridique transfère entièrement le risque économique sur les opérateurs, qui ne peuvent ni recruter durablement, ni planifier leurs activités. Le cas du dispositif Parcours Emploi Santé, arrêté brutalement par France Travail alors que les bons de commande avaient

été signés, illustre cette dérive : des investissements à perte, des salariés en contrats de travail de plusieurs mois sans missions, des budgets mobilisés sont perdus, et des publics vulnérables sont abandonnés sans accompagnement.

Un désengagement des financeurs publics

Le retrait progressif de l'État et des Régions (notamment sur les formations des demandeurs d'emploi), de l'OFII (formation linguistique), ou encore de France Travail (PES) de certains départements (accompagnement RSA) témoigne d'un désintérêt inquiétant pour les publics les plus éloignés de l'emploi. Même les prestations validées par les comités de pilotage, avec des taux de satisfaction élevés, sont arrêtées du jour au lendemain, sans préavis ni justification solide.

À cela s'ajoute, parmi de multiples autres exemples, le futur régime de TVA des OPCO, qui complexifiera les procédures tout en réduisant leur capacité de financement. Encore un coup porté à un système déjà affaibli.

Un secteur à bout de souffle

Les organismes de formation sont à la fois acteurs économiques et acteurs de cohésion sociale. Ils emploient des milliers de professionnels investis, qui aujourd'hui perdent le sens et la sécurité de leur engagement, victimes d'un pilotage erratique, de ruptures brutales, et de l'absence de dialogue réel avec l'État et ses établissements.

À l'heure où l'on invoque sans cesse la « société des compétences », il est paradoxal et irresponsable d'asphyxier les structures qui œuvrent au quotidien à cette ambition.

Le Synofdes appelle à une mobilisation urgente :

- Le rétablissement de pratiques d'achat respectueuses, sécurisées, et transparentes.
- Une clarification des responsabilités juridiques des acheteurs publics (État, Régions, opérateurs) dans l'exécution des marchés.
- Une reconnaissance financière réelle de la valeur du travail mené auprès des publics les plus fragiles.
- Une concertation immédiate avec les pouvoirs publics pour restaurer la confiance et garantir la continuité de service.

- Nous ne voulons plus subir. Nous exigeons d'être considérés.

Le secteur de la formation professionnelle **ne peut plus être la variable d'ajustement** des politiques publiques. Il en va de **l'avenir des actifs**, de **l'équité territoriale**, et de **la promesse républicaine d'un accès universel à la montée en compétences**.

CONTACT MÉDIAS & INSTITUTIONNELS

M. Antoine TRÉDEZ
atredez@hexopee.org
06 59 86 47 70

